Envoyé en préfecture le 24/03/2026
Reçu en préfecture le 24/03/2026
Publié le
ID : 029-212902555-20260320-142026-DE

N° 14/2026

COMMUNE DE SAINT-MÉEN

6, Rue de la Mairie
29260 SAINT-MÉEN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Nombre de membres : 15
Présents : 15
Procuration : 00
Votant : 15

L'an deux mil vingt-six, le vingt mars, à 20 heures, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Méen, dûment convoqué le 16 mars par Mr Louis BEAUGENDRE, maire sortant, s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Mr Louis BEAUGENDRE, maire

Etaient présents : Mr Louis BEAUGENDRE, Mme Lucie ROUDAUT, Mr Jean-Yves ROUDAUT, Mme Valérie DIEUDONNÉ, Mr Yves CAPPELLESSO, Mme Marina DOLOU, Mr Mikaël FLOC'H, Mme Monique LE HER, Mr Gaétan THEPAUT, Mme Sabine VECCHIOLA, Mr Philippe MOTAIS, Mme Marie SALMON, Mr Yann SAUVÉE, Mme Ghislaine MÉAR, Mr Adrien VERN

Absents excusés :

Secrétaire : Mr Mikaël FLOC'H

Objet **: désignation d'un référent déontologue**

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale prévoit notamment que tout élu local peut consulter un référent déontologique chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local.

L'article L. 1111-1-1 du CGCT pose les sept engagements inscrits dans la charte de l'élu local :

1 – l'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité ;
2 – dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier ;
3 – l'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote ;
4 – l'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins ;
5 – dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions ;
6 – l'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné ;
7 – issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

Les modalités et les critères de désignation des référents déontologiques sont prévus par le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologique de l'élu local. Ainsi, le référent déontologique est désigné par l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement.

Envoyé en préfecture le 24/03/2026
Reçu en préfecture le 24/03/2026
Publié le
ID : 029-212902555-20260320-142026-DE

N° 14/2026

Le référent déontologique exerce ces missions en toute indépendance et impartialité. Il est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle dans les conditions définies par le décret du 6 décembre 2022 ainsi que par les articles 226-13 et suivants du Code Pénal.

Il est proposé de désigner Mme Corinne HERVE référente déontologique. Cette mission lui sera confiée jusqu'à la fin du présent mandat.

Elle peut être saisie par tout conseiller municipal par voie écrite et de préférence par mail.

La demande de l'élu fera l'objet d'un accusé de réception par la référente déontologique qui mentionnera la date de réception et le cadre réglementaire de la réponse.

Elle étudiera les éléments transmis par l'élu et pourra lui demander des informations complémentaires par oral ou par écrit. Puis elle communiquera son avis à l'élu concerné par écrit o par oral si l'élu le souhaite.

Cet avis sera purement consultatif et non susceptible de recours.

La référente déontologique sera rémunérée par une indemnité de vacation d'un montant de 80 Euros par dossier. Les questions plus complexes pourront être traitées par un collège de référents déontologues et entraineront un cumul des vacations. Le remboursement des frais éventuels de transport et d'hébergement s'effectue dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

Cette indemnité sera versée par la Commune de Saint-Méen. Aussi, l'élu qui saisira la référente déontologique devra en informer le maire de la commune sans pour autant lui communiquer la question posée. Cette information est nécessaire pour la Commune puisse engager comptablement la dépense correspondant à la vacation à verser à la référente déontologue.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- désigne Mme Corinne HERVE comme référente déontologue de la commune de Saint-Méen,
- autorise Monsieur le Maire à verser les indemnités de vacations telles que décrites ci-dessus.

Certifiés conformes les jour, mois & an ci-dessus

Le Maire,
Louis BEAUGENDRE

MAIRIE DE ST-MEEN
R.F.
29260 (Finistère)